

Direction des Marchés et du Pilotage contractuel

# Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) – Commun aux trois lots

## **2025MAPA006 – Services de conseils juridiques**

**Lot 1** - Services de conseil et d'assistance juridique en droit de l'environnement, droit de l'urbanisme et droit de l'expropriation (phase administrative)

**Lot 2** - Services de conseil et d'assistance juridique en droit immobilier, droit de la construction et montages complexes

**Lot 3** - Services de conseil et d'assistance juridique en droit des affaires publiques, déontologie (y compris sous l'angle de la conformité aux règles afférentes de droit pénal) et droit public général

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>PRESENTATION DE LA SOCIETE DES GRANDS PROJETS</b>	<b>3</b>
<b>1.1</b>	<b>Origine et mission</b>	<b>3</b>
<b>1.2</b>	<b>Son organisation</b>	<b>6</b>
1.2.1	Direction juridique	6
<b>2</b>	<b>PRESENTATION DU MARCHÉ</b>	<b>7</b>
<b>2.1</b>	<b>Objet du marché</b>	<b>7</b>
<b>2.2</b>	<b>description des lots et des missions</b>	<b>8</b>
2.2.1	Lot 1 Droit de l'environnement, droit de l'urbanisme et droit de L'expropriation (phase administrative)	8
2.2.2	Lot 2 Droit immobilier, droit de la construction et montages complexes	8
2.2.3	lot 3 droit des affaires publiques, déontologie et droit public general	9
<b>3</b>	<b>DESCRIPTION DES PRESTATIONS</b>	<b>10</b>
<b>3.1</b>	<b>Participation a des reunions en lien avec l'exécution du marche</b>	<b>10</b>
3.1.1	Participation à une réunion de lancement du marche	10
3.1.2	Participation à des réunions de suivi annuel du marche	10
<b>3.2</b>	<b>Prestations de conseil et d'assistance</b>	<b>10</b>
3.2.1	Consultation nécessitant une réponse rapide et synthétique	10
3.2.2	consultation et/ou production detaillee	11
3.2.3	etude approfondie	12
3.2.4	AUDIT DE DOSSIERS REGLEMENTAIRES	12
3.2.5	Accompagnement de la SGP ou de ses filiales lors de négociations contractuelles	14
3.2.6	Accompagnement de la SGP ou de ses filiales lors de négociations contractuelles longues et/ou complexes	14
3.2.7	Assistance dans le cadre des relations entre la SGP et un tiers (services instructeurs notamment)	15
3.2.8	Relecture d'un projet d'acte ou d'un projet de contrat	15
3.2.9	Etablissement d'un projet d'acte ou d'un projet de contrat	15
3.2.10	Réunion à distance	15
3.2.11	Réunion en présentiel	16
3.2.12	SESSION DE SENSIBILISATION DES COLLABORATEURS SUR DES QUESTIONS AYANT TRAIT A LA DEONTOLOGIE ET PROBITE	16
<b>3.3</b>	<b>Prestations complémentaires sur devis</b>	<b>16</b>
<b>4</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>18</b>
<b>4.1</b>	<b>Organisation générale et pilotage des prestations</b>	<b>18</b>
4.1.1	Organisation	18
4.1.2	Organisation attendue du titulaire	18
<b>4.2</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>19</b>
<b>4.3</b>	<b>Recours au Legal Design et au Langage juridique clair</b>	<b>19</b>
<b>4.4</b>	<b>Recours à l'intelligence artificielle</b>	<b>19</b>

## 1 PRESENTATION DE LA SOCIETE DES GRANDS PROJETS

### 1.1 ORIGINE ET MISSION

Etablissement public d'Etat, la Société des grands projets (SGP) est chargée de la conception et de la réalisation du Grand Paris Express (GPE), le nouveau métro en Île-de-France.

En tant que maître d'ouvrage, la SGP a pour missions d'assurer :

- La construction des quatre nouvelles lignes de métro (15, 16, 17 et 18) ainsi que le prolongement de la ligne 14 entre Mairie de Saint-Ouen et Saint-Denis – Pleyel ;
- La construction et l'aménagement des gares et ouvrages nécessaires au bon fonctionnement du réseau ;
- L'aménagement des futurs quartiers de gare du Grand Paris Express, en concertation étroite avec les élus locaux et les établissements publics concernés.

La SGP a temporairement délégué la maîtrise d'ouvrage opérationnelle du prolongement sud de la ligne 14 (entre Paris et l'aéroport d'Orly) à la RATP. Elle conserve néanmoins la responsabilité des relations territoriales, des acquisitions foncières et des projets de valorisation de ce prolongement.

#### ▪ Le Grand Paris

La loi du 3 juin 2010 définit le Grand Paris comme « un projet urbain, social et économique d'intérêt national » qui vise à renforcer l'attractivité de la région capitale et soutenir la concurrence des autres métropoles mondiales.

Afin d'unir les grands territoires stratégiques de la Région Île-de-France et de réduire les déséquilibres sociaux et territoriaux, la loi du 3 juin 2010 prévoit que le projet du Grand Paris s'appuie sur la création d'un réseau de transport public de voyageurs (Grand Paris Express) dont la réalisation est confiée à la Société du Grand Paris renommée Société des grands projets depuis la loi n°2023-1269 du 27 décembre 2023 et le financement des infrastructures est assuré par l'État.

#### ▪ Le Grand Paris Express

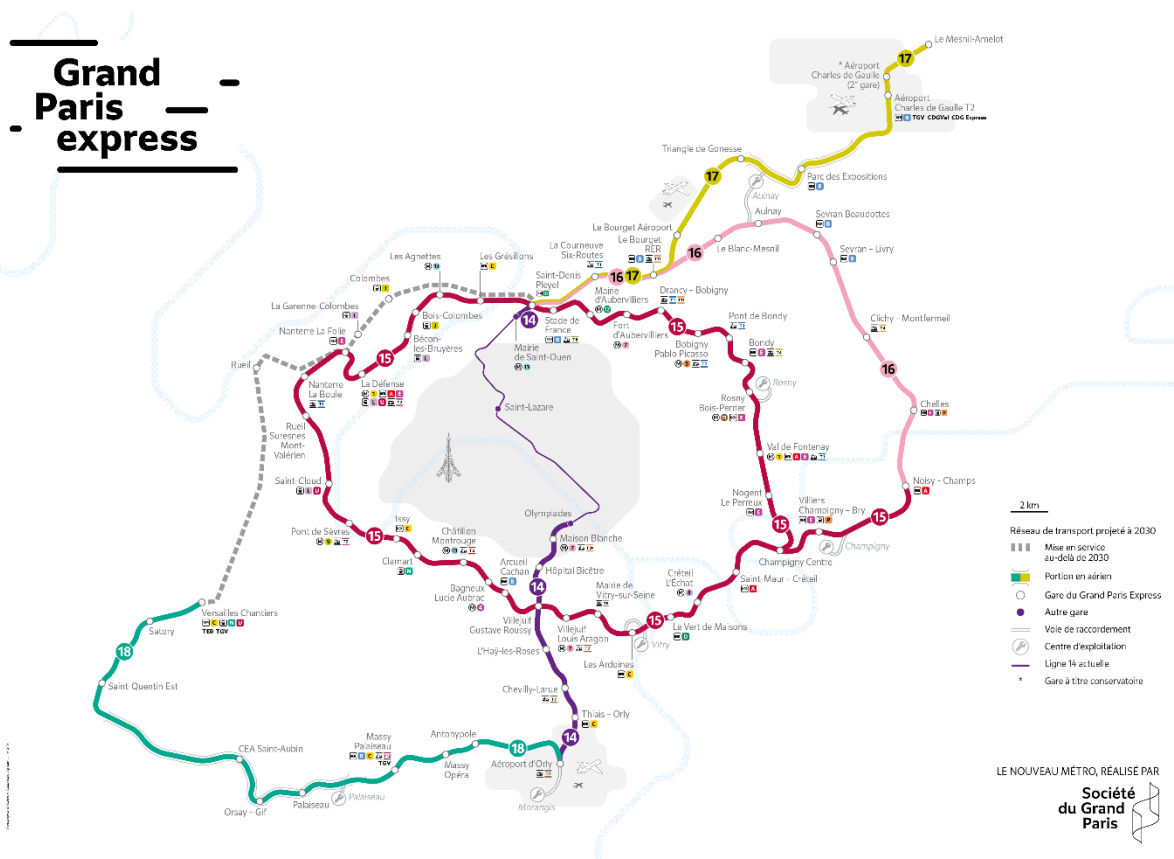
Avec 200 km de métro, 4 nouvelles lignes, 1 ligne prolongée et 68 gares... Le Grand Paris Express est le projet de transport et d'aménagement qui permettra chaque jour à près de 3 millions de voyageurs de se déplacer plus facilement et plus rapidement de banlieue à banlieue sans passer par Paris.

Le projet est découpé en sept lots de travaux (périmètre évolutif) allant de :

- Olympiades à Aéroport d'Orly (Ligne 14 Sud) – Maîtrise d'ouvrage partagée avec la RATP ;
- Pont de Sèvres à Noisy – Champs (Ligne 15 Sud) ;
- Saint-Denis – Pleyel à Pont de Sèvres (Ligne 15 Ouest) ;
- Saint-Denis – Pleyel à Champigny Centre (Ligne 15 Est) ;
- Mairie de Saint-Ouen à Saint-Denis – Pleyel, Noisy – Champs au Bourget, du Bourget à Saint-Denis – Pleyel (Lignes 14 Nord, 16 et 17) ;
- Le Bourget au Mesnil-Amelot (Ligne 17 Nord) ;
- Aéroport d'Orly à Versailles Chantiers (Ligne 18), étant précisé que le schéma d'ensemble du Réseau de transport public du Grand Paris prévoit également une section comprise entre Versailles-Chantiers et Nanterre (Ligne 18 Nord).

Le nouveau métro couvrira donc les départements de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-et-Marne, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, du Val d'Oise, des Yvelines et de Paris.

Il est progressivement mis en service à partir de 2024.



Le Grand Paris Express à horizon 2031.

Depuis la loi relative aux services express régionaux métropolitains du 27 décembre 2023, la Société des grands projets peut prendre part à l'élaboration des projets de SERM, sur décision du ministre des transports, à la demande de la région et des autorités compétentes pour l'organisation des mobilités. Elle peut également être désignée maître d'ouvrage d'infrastructures nécessaires à un SERM.

Par ailleurs, les filiales de la Société des grands projets pourront bénéficier du présent marché dans les mêmes conditions que la Société des grands projets :

▪ **SGP DEV**

La SGP Développement, société par actions simplifiée ayant comme associé unique la SGP, a pour objet de valoriser les savoirs et savoir-faire acquis dans la conception et la réalisation du Grand Paris express, constituant le patrimoine immatériel de la Société des grands projets, notamment par :

- la réalisation, dans le cadre de conventions visées au VI de l'article 7 de la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, de missions d'intérêt général présentant un caractère complémentaire ou connexe aux missions de la Société des grands projets définies aux II à VI ter de l'article 7 précité ;
- la fourniture, à la SGP ou à l'Etat, de prestations d'ingénierie et d'assistance à maîtrise d'ouvrage de grands projets d'infrastructures, de la conception et des études à la construction des équipements et infrastructures ;
- la participation de manière directe ou indirecte à toutes opérations se rattachant à l'un de ces objets, par voie de création de sociétés ou d'entreprises nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de prises d'intérêt, de fusion, d'association ou de toute autre manière ;
- toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières et toutes opérations de recherche et d'études, se rattachant directement ou indirectement à l'un quelconque des objets susmentionnés.

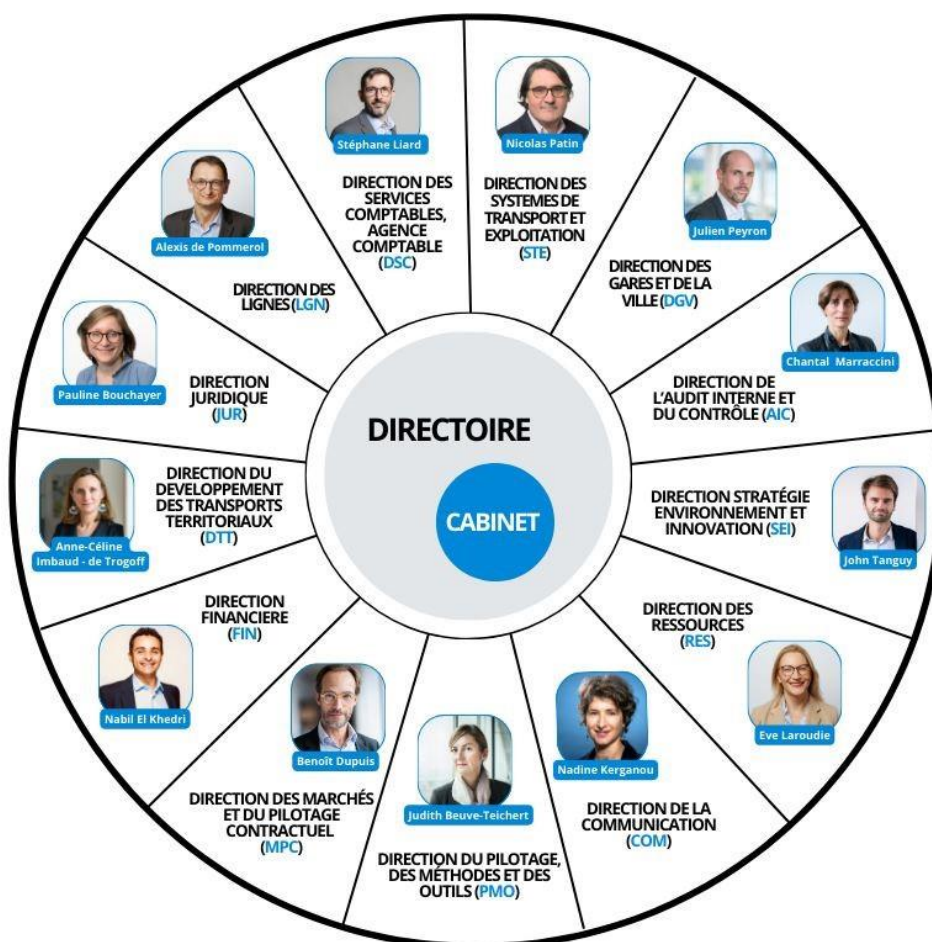
▪ **SGP Immobilier**

La Société des grands projets a créé en 2022 une filiale pour son activité de promotion immobilière (SAS), qu'elle détient à 100 %. La filiale a pour objectif de concourir à la valorisation du patrimoine de la Société des grands projets. Cet objet social est réalisé notamment par :

- La prise de participations ou d'intérêts, directement ou indirectement, dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières, civiles, mobilières ou immobilières, notamment propriétaires, directement ou indirectement, d'immeubles et/ou de fonds de commerce, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion de sociétés, d'alliance ou d'association, en participation ou autrement, de prise de contrôle majoritaire ou minoritaire, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements, groupements d'intérêt économique ;
- Toute prestation de gestion administrative, financière, technique, comptables ou commerciale pour toute société dans laquelle elle a une participation ainsi que toute prestation de services extérieurs ;
- L'acquisition, la souscription, la possession, la cession, la vente tant pour elle-même que pour le compte de tiers, de titres ou de toutes autres valeurs mobilières, quelle qu'en soit la nature, la forme ou le montant, de filiales ou de participations majoritaires ou minoritaires de sociétés dont les activités seraient similaires en tout ou partie à l'objet principal de la Société ;
- La vente, l'acquisition directe ou indirecte d'immeubles, en vue de leur location et/ou leur gestion, et/ou pouvant se rattacher, en tout ou partie, directement ou indirectement à cet objet social et de nature à en favoriser son développement et sa réalisation ;
- La réalisation d'opérations ou d'activités de construction, de développement et de promotion immobilière, tant pour son propre compte que pour ses sociétés affiliées ;
- La réalisation d'opérations de crédit et de trésorerie permises par le Code monétaire et financier, quelle que soit la nature de ces opérations et notamment prêts, avances en compte courant, cautionnements, et quelle qu'en soit la durée et plus généralement l'exécution de toutes études, toutes opérations, la conclusion de tous contrats, l'obtention de toutes autorisations et la prise de tous engagements de quelque nature que ce soit, pouvant se rattacher, en tout ou partie, directement ou indirectement à cet objet social et de nature à en favoriser son développement et sa réalisation, et notamment la conclusion de contrats de prêts ou emprunts ou autres accords de financement.

## 1.2 SON ORGANISATION

La SGP est organisée en « mode projet » à la fois pour privilégier l'opérationnel et être en prise avec les enjeux sectoriels du futur métro. La gouvernance de la SGP s'appuie principalement sur un directoire et un conseil de surveillance



Les prestations de ces 3 accords-cadres sont sous la responsabilité de la Direction Juridique (rattachée au Directoire).

### 1.2.1 DIRECTION JURIDIQUE

La Direction Juridique (JUR) apporte son appui aux processus de réalisation du projet en mettant son expertise et ses moyens à la disposition de chaque client interne, en privilégiant une démarche de relation directe, en vue de garantir la déontologie, la légalité et la régularité des actes et des procédures de l'établissement.

Elle traite donc tout ce qui relève de cette fonction notamment le conseil ou l'expertise juridique, le règlement des litiges, des réclamations précontentieuses et des contentieux, dans la limite des attributions de la direction des marchés et des contrats et de la direction des ressources humaines, mais, en tout état de cause, en étroite concertation avec ces directions.

## Organisation de la direction juridique de la Société des grands projets

L'organigramme de la direction se structure autour de quatre (4) unités juridiques :

- Une unité Gouvernance sous la responsabilité de l'adjoint à la directrice, composée de quatre juristes ;
- Une unité DUP-Urbanisme-Environnement, sous la responsabilité d'une responsable d'unité, composée de huit juristes ;
- Une unité Foncier-Valorisation, sous la responsabilité d'une responsable d'unité, composée de quatre juristes ;
- Une unité Prévention et Responsabilité sous la responsabilité d'une responsable d'unité, composée de trois juristes et deux attachées juridiques.

La prise en compte des besoins de l'ensemble des interlocuteurs et le développement des opérations de valorisation connexes à la réalisation du Grand Paris Express nécessitent que la Société des grands projets puisse disposer, outre de ses compétences internes, d'un appui en conseil juridique rapidement mobilisable et doté d'un niveau d'expertise très élevé.

## 2 PRESENTATION DU MARCHÉ

### 2.1 OBJET DU MARCHÉ

La présente procédure porte sur des missions de conseil juridique et d'assistance juridique auprès de la Société des grands projets et de ses filiales, sur l'ensemble des questions relevant des matières objet des 3 lots suivants qui feront chacun l'objet d'un marché distinct :

- **Lot 1** Services de conseil et d'assistance juridique en droit de l'environnement, droit de l'urbanisme et droit de l'expropriation (phase administrative)
- **Lot 2** Services de conseil et d'assistance juridique en droit immobilier, droit de la construction et montages complexes
- **Lot 3** Services de conseil et d'assistance juridique en droit des affaires publiques, déontologie (y compris sous l'angle de la conformité aux règles afférentes de droit pénal) et droit public général

Il est précisé que chaque accord-cadre est passé dans le cadre d'un groupement de commandes établi entre SGP et ses filiales (SGP Développement et SGP Immobilier) conformément à la convention de groupement de commandes en date du 29/03/2024.

Pour chaque lot, ces services de conseil et d'assistance juridique prennent la forme de prestations de conseil juridique mais également de prestations d'accompagnement et d'assistance de la Société des grands projets et de ses filiales, dans ses relations avec les tiers (assistance lors de réunions, négociations etc.).

Sont exclus des présents marchés, les services juridiques de représentation légale devant les juridictions ainsi que les négociations dans le cadre de médiations judiciaires ou faisant suite à l'introduction d'un recours contentieux.



## 2.2 DESCRIPTION DES LOTS ET DES MISSIONS

### 2.2.1 LOT 1 DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, DROIT DE L'URBANISME ET DROIT DE L'EXPROPRIATION (PHASE ADMINISTRATIVE)

Il est attendu du titulaire des prestations de conseil et d'assistance à destination de la Société des grands projets ou de ses filiales en matière de :

- droit de l'environnement : évaluation environnementale, autorisation environnementale, loi sur l'eau, ICPE, espèces protégées, défrichement...
- droit de l'urbanisme : urbanisme opérationnel et procédures d'évolution des documents d'urbanisme
- et de droit de l'expropriation (phase administrative) : DUP, cessibilité...

Les prestations de conseil et d'assistance impliquent notamment :

- o des consultations juridiques
- o l'audit de dossiers réglementaires (demandes d'autorisation/permis ou d'enregistrement, déclarations, porter-à-connaissance...)
- o l'assistance dans le cadre des relations avec les tiers (partenaires publics et privés, notamment collectivités, promoteurs...), incluant la conduite des négociations avec les tiers,
- o l'assistance dans le cadre des relations entre la SGP et l'administration (services instructeurs notamment).

### 2.2.2 LOT 2 DROIT IMMOBILIER, DROIT DE LA CONSTRUCTION ET MONTAGES COMPLEXES

Il est attendu du titulaire des prestations de conseil et d'assistance à destination de la Société des grands projets ou de ses filiales, en matière de :

- Droit domanial : Ensemble des problématiques relatives au domaine (mobilier et immobilier, privé et public) des personnes publiques (qualification, régime juridique, déclassement, mise en concurrence éventuelle dans le cadre d'une valorisation régie par le Code général de la propriété des personnes publiques ; contrats permettant l'occupation du domaine, ...)
- Droit immobilier et droit de la construction : dans le cadre notamment du programme de développement urbain de la SGP et des locaux pris à bail par la SGP
- Montages contractuels complexes en matière immobilière, création de structure de portage (foncière, ...).

Dispositions spécifiques au montage d'opérations complexes, à la création de structure de portage.

La réalisation des prestations de conseil et d'assistance de la SGP et de ses filiales, dans ces domaines, nécessiteront la mobilisation par le titulaire d'une expertise dans l'ensemble des matières associées à ces montages d'opérations complexes, incluant notamment une expertise en droit des sociétés, droit fiscal, etc., à l'exclusion des matières relevant des lots 1 et 3 de la procédure.

Par ailleurs, une vigilance et une assistance particulière seront attendues du titulaire en matière de respect du droit de la concurrence et du droit des aides d'Etat, en particulier s'agissant de l'action de la SGP par l'intermédiaire de ses filiales.

S'agissant en particulier du programme de développement urbain, les prestations de conseil et d'assistance pourront porter notamment sur :

- o la mise au point des consultations promoteurs et des pièces juridiques nécessaires,



- l'assistance à la conduite des négociations avec les tiers, notamment les promoteurs,
- la conclusion de toute association avec tout tiers (privé ou public), qu'il s'agisse de la création de sociétés communes, de pactes d'associés, de conventions de partenariat, etc.
- la création de sociétés détenues exclusivement par la SGP,
- la rédaction de tous actes relatifs à l'activité immobilière, que cela concerne les opérations en co-promotion ou les opérations détenues à long terme, la SGP disposant de modèles types tels que pacte d'associé, convention de gestion, promesse de vente...ou les actes nécessaires à sa conduite : acte d'engagement, règlement de consultation, clause de confidentialité, cahier des charges, etc.
- l'assistance à la réalisation, au nom et pour le compte de la SGP ou dans le cadre d'un mandat que l'une de ses filiales peut lui confier, de tous actes et formalités, qu'il s'agisse par exemple de formalités d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés,
- la gestion des interfaces juridiques du programme de développement urbain de la SGP avec les marchés de conception-réalisation,
- le traitement des questions relatives aux autorisations réglementaires ne relevant pas du lot 1 et l'analyse des dossiers déposés par les promoteurs.

Les montages et opérations concernées pourront être réalisés par la SGP directement ou par l'une de ses filiales. La SGP pourra choisir de les détenir en tout ou partie à long terme, de les céder, ou de les réaliser en co promotion.

---

### 2.2.3 LOT 3 DROIT DES AFFAIRES PUBLIQUES, DEONTOLOGIE ET DROIT PUBLIC GENERAL

Il est attendu du titulaire des prestations de conseil et d'assistance de la Société des grands projets ou de ses filiales, en matière de :

- Droit des affaires publiques (mécanismes décisionnels, gouvernance des établissements publics, en particulier EPIC, principe de spécialité etc.)
- Déontologie
- Droit public/administratif général.

### 3 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

#### 3.1 PARTICIPATION A DES REUNIONS EN LIEN AVEC L'EXECUTION DU MARCHE

##### 3.1.1 PARTICIPATION A UNE REUNION DE LANCEMENT DU MARCHE

Le titulaire participe à une réunion de lancement du marché au siège de la SGP d'une durée d'une (1) à deux (2) heures qui vise à s'accorder sur le bon déroulement du marché. A titre indicatif, cette réunion sera organisée dans un délai de 1 mois suivant la notification du marché.

##### 3.1.2 PARTICIPATION A DES REUNIONS DE SUIVI ANNUEL DU MARCHE

Le titulaire participe à une réunion de suivi du marché annuelle d'une durée d'une (1) heure environ. Cette réunion se tient en présentiel, au siège de la SGP.

En cas de difficultés dans le cadre de l'exécution du marché, la SGP peut inviter le titulaire à une réunion supplémentaire par an d'une durée d'une (1) heure environ, en présentiel, au siège de la SGP, ou à distance via un lien Teams.

#### 3.2 PRESTATIONS DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE

Les prestations attendues du titulaire peuvent relever de différentes natures en fonction des besoins de la SGP ou de ses filiales :

- Consultation simple
- Consultation détaillée
- Réponse rapide à un besoin urgent (qui peut prendre plusieurs formes)
- Production détaillée
- Etude approfondie
- Audit d'un dossier réglementaire (de type demande d'autorisation ou d'enregistrement, déclarations, porter-à-connaissance...)
- Relecture d'un projet d'acte ou d'un projet de contrat
- Etablissement d'un projet d'acte ou d'un projet de contrat
- Accompagnement de la SGP ou de ses filiales lors de négociations contractuelles
- Accompagnement de la SGP ou de ses filiales lors de négociations contractuelles longues et/ou complexes
- Réunion à distance
- Réunion en présentiel.

##### 3.2.1 CONSULTATION NECESSITANT UNE REPONSE RAPIDE ET SYNTHETIQUE

Si le besoin de la SGP ou de ses filiales porte sur une consultation nécessitant une réponse rapide et synthétique, il est attendu du titulaire les prestations suivantes :

- Prise de connaissance du sujet auprès de la SGP ou de ses filiales (par mail et/ou entretien oral)
- Etude des pièces transmises, le cas échéant, par la SGP ou ses filiales
- Recherches et analyse
- Rédaction d'un livrable synthétique

La forme du livrable sera déterminée par les parties lors de la commande. Il pourra s'agir selon le besoin d'un schéma, d'une présentation, d'une note courte, projet de courrier... L'utilisation du legal design,

du langage juridique clair et de visuels permettant d’appréhender rapidement et facilement la réponse sont à privilégier (cf. point 4.3).

- Echange oral post remise du livrable et adaptations éventuelles du livrable.

Livrable attendu	Délai indicatif* de remise
Un livrable synthétique	<p><b>2 jours</b> ouvrés après prise de connaissance du sujet et réception, le cas échéant, des pièces pour remise du livrable.</p> <p><b>24 heures</b> ouvrées pour procéder aux adaptations éventuelles après échange oral pour réception du livrable adapté</p>

\*Le délai sera à préciser dans le bon de commande.

### 3.2.2 CONSULTATION ET/OU PRODUCTION DETAILLEE

Si le besoin de la SGP ou de ses filiales porte sur une consultation et/ou une production détaillée, il est attendu du titulaire les prestations suivantes :

- Prise de connaissance du sujet auprès de la SGP ou ses filiales (par mail et/ou entretien oral)
- Etude des pièces transmises, le cas échéant
- Recherches et analyse
- Rédaction d'un livrable détaillé.

La forme précise de ce livrable sera déterminée par la SGP ou ses filiales lors de la saisine du Titulaire. Il pourra s’agir en plus d’une consultation, d’un schéma, d’une présentation, d’une synthèse opérationnelle ou de tout autre visuel. L’utilisation du legal design, du langage juridique clair et de visuels permettant d’appréhender rapidement et facilement la réponse sont à privilégier (cf. point 4.3).

- Echange oral post remise du livrable et adaptations éventuelles du livrable.

Livrable attendu	Délai maximal de remise
Un livrable détaillé	<p><b>15 jours</b> ouvrés après prise de connaissance du sujet et réception, le cas échéant, des pièces, sauf délai supérieur octroyé par la SGP ou ses filiales</p> <p><b>5 jours</b> ouvrés à compter de l’échange oral post remise du livrable pour procéder aux adaptations éventuelles du livrable</p>

### 3.2.3 ETUDE APPROFONDIE

Si le besoin de la SGP ou de ses filiales porte sur une étude approfondie, il est attendu du titulaire les prestations suivantes :

- Prise de connaissance du sujet auprès de la SGP ou ses filiales via une réunion de lancement de la prestation
  - Recherches et analyse
  - Réunion de cadrage avant rédaction de l'étude pour vérifier que l'orientation est conforme aux besoins de la SGP
  - Rédaction d'une première version de l'étude approfondie
  - Réunion de présentation intermédiaire de l'étude
  - Recherches et analyse complémentaires
  - Adaptation de l'étude
  - Réalisation, le cas échéant, d'une synthèse opérationnelle ou de tout autre visuel
- La forme précise de ce livrable sera déterminée par la SGP ou ses filiales lors de la saisine ou lors de la réunion de présentation intermédiaire. Il pourra s'agir en plus d'une étude complexe, d'un schéma ou d'une présentation. L'utilisation du legal design, du langage juridique clair et de visuels permettant d'appréhender rapidement et facilement la réponse sont à privilégier (cf. point 4.3).
- Réunion de présentation de l'étude approfondie.

Livrable attendu	Délai maximal de remise
Etude approfondie	<b>1 mois</b> après prise de connaissance du sujet et réception, le cas échéant, des pièces, sauf délai supérieur octroyé par la SGP ou ses filiales

### 3.2.4 AUDIT DE DOSSIERS REGLEMENTAIRES (LOT 1 ET LOT 2)

Si le besoin de la SGP ou de ses filiales porte sur un audit de dossier réglementaire (dossier de demande d'autorisation ou d'enregistrement, dossier de déclaration, porter-à-connaissance) élaboré par ses soins, ceux de l'une de ses filiales ou par un tiers, il est attendu du titulaire les prestations suivantes :

- Prise de connaissance du dossier
- Analyse de la conformité du dossier aux dispositions législatives et réglementaires applicables, tant sur la forme que sur le fond
- Rédaction d'un rapport d'audit précisant les non-conformités identifiées du dossier, les risques inhérents et, le cas échéant, les corrections à apporter
- Echange oral post remise du livrable et adaptations éventuelles du livrable.

Livrable attendu	Délai maximal de remise
Rapport d'audit	<b>15 jours</b> ouvrés après prise de connaissance du sujet et réception, le cas échéant, des pièces  <b>5 jours</b> ouvrés à compter de l'échange oral post remise du livrable pour procéder aux adaptations éventuelles du livrable



### 3.2.5 ACCOMPAGNEMENT DE LA SGP OU DE SES FILIALES LORS DE NEGOCIATIONS CONTRACTUELLES (LOT 1 ET LOT 2)

Si le besoin de la SGP ou de ses filiales porte sur un accompagnement lors de négociations contractuelles concernant un projet de contrat (protocole transactionnel, contrats immobiliers...), il est attendu du titulaire les prestations suivantes :

- Prise de connaissance du dossier et des enjeux de la négociation auprès de la SGP ou de ses filiales (par mail et/ou entretien oral)
- Analyse des documents et recherches
- Rédaction et relecture du projet de contrat
- Points préparatoires des réunions de négociations avec la SGP ou ses filiales (à distance)
- Assistance à un maximum de 2 réunions de négociations. Tout ou partie de ces réunions peuvent être organisées en présentiel : au siège de la SGP ou au siège de l'une des parties ou de son conseil en présentiel ou à distance.
- Points avec la SGP ou ses filiales pour échanger après les réunions de négociation (à distance)
- Recherches et analyse complémentaires
  - Rédaction de quatre (4) itérations maximum sur le projet de contrat nécessaires à l'aboutissement des négociations. Ces itérations peuvent concerner une ou plusieurs clauses du contrat.

Le titulaire doit adapter les délais de réalisation des prestations aux exigences des réunions de négociations et aux plannings des parties à la négociation.

### 3.2.6 ACCOMPAGNEMENT DE LA SGP OU DE SES FILIALES LORS DE NEGOCIATIONS CONTRACTUELLES LONGUES ET/OU COMPLEXES (LOT 1 ET LOT 2)

Si le besoin de la SGP ou de ses filiales porte sur un accompagnement lors de négociations contractuelles longues et/ou complexes\* concernant la conclusion d'un ou de plusieurs contrats, il est attendu du titulaire les prestations suivantes :

- Prise de connaissance du dossier et des enjeux de la négociation auprès de la SGP ou de ses filiales (par mail et/ou entretien oral)
- Analyse des documents et recherches
- Rédaction et relecture du ou des projets de contrats
- Points préparatoires des réunions de négociations avec la SGP ou ses filiales (à distance)
- Assistance à un maximum de 5 réunions de négociations. Tout ou partie de ces réunions peuvent être organisées en présentiel : au siège de la SGP ou au siège de l'une des parties ou de son conseil (en Ile-de-France) ou à distance.
- Points avec la SGP ou ses filiales pour échanger après les réunions de négociation (à distance)
- Recherches et analyse complémentaires
  - Rédaction de huit (8) itérations maximum par contrat, nécessaires à l'aboutissement des négociations. Ces itérations peuvent concerner une ou plusieurs clauses du ou des contrats.

Le titulaire doit adapter les délais de réalisation des prestations aux exigences des réunions de négociations et aux plannings des parties à la négociation.

\*Par **négociations longues et ou complexes**, la SGP et ses filiales entendent des négociations pouvant porter sur plusieurs contrats présentant des liens de connexité forts, portant sur des sujets juridiques complexes et/ou

présentant des enjeux importants pour la SGP ou ses filiales. Ces négociations peuvent concerner plusieurs parties.

---

### 3.2.7 ASSISTANCE DANS LE CADRE DES RELATIONS ENTRE LA SGP ET UN TIERS (SERVICES INSTRUCTEURS NOTAMMENT) (LOT 1 ET LOT 2)

Si le besoin de la SGP ou de ses filiales porte sur un accompagnement dans le cadre de ses relations avec l'administration (service instructeur notamment), il est attendu du titulaire les prestations suivantes :

- Prise de connaissance du dossier et des enjeux auprès de la SGP (par mail et/ou entretien oral)
- Préparation de la réunion avec la SGP
- Assistance de la SGP lors d'une réunion avec le service
- Frais de déplacement inclus si la réunion a lieu en Ile-de-France et hors forfait si la réunion se tient hors Ile-de-France
- Point avec la SGP pour échanger après cette réunion.

---

### 3.2.8 RELECTURE D'UN PROJET D'ACTE OU D'UN PROJET DE CONTRAT (LOT 1 ET LOT 2)

Si le besoin de la SGP ou de ses filiales porte sur un accompagnement pour la relecture d'un projet d'acte ou de contrat, il est attendu du titulaire les prestations suivantes :

- Prise de connaissance du dossier et des enjeux auprès de la SGP (par mail et/ou entretien oral)
- Analyse du dossier
- Recherches, analyse et relecture du projet d'acte ou de contrat
- Proposition de modifications de clauses avec indication des risques éventuels liés à telle ou telle rédaction
- Echange oral avec la SGP après remise du projet et adaptations éventuelles du projet.

---

### 3.2.9 ETABLISSEMENT D'UN PROJET D'ACTE OU D'UN PROJET DE CONTRAT (EXCLUSIVEMENT SUR LE LOT 2)

Si le besoin de la SGP ou de ses filiales porte sur l'établissement d'un projet d'acte ou de contrat, il est attendu du titulaire les prestations suivantes :

- Prise de connaissance du dossier et des enjeux auprès de la SGP (par mail et/ou entretien oral)
- Analyse du dossier
- Recherches, analyse et établissement du projet d'acte ou de contrat
- Indication des risques éventuels liés à telle ou telle rédaction
- Echange oral avec la SGP après remise du projet et adaptations éventuelles du projet.

---

### 3.2.10 REUNION A DISTANCE

Si le besoin de la SGP ou de ses filiales porte sur l'assistance du titulaire à une réunion à distance, il est attendu du titulaire les prestations suivantes :

- Prise de connaissance du sujet (par mail et/ou entretien oral)
- Courte préparation



- Réunion à distance d'une durée d'une heure environ.

Si le temps de la réunion dépasse 1h30 minutes, le temps passé complémentaire sera facturé conformément au temps passé et aux prix du BPU (cf. prestations complémentaires) en fonction des profils présents à la réunion.

### 3.2.11 REUNION EN PRESENTIEL

Si le besoin de la SGP ou de ses filiales porte sur l'assistance du titulaire à une réunion en présentiel, il est attendu du titulaire les prestations suivantes :

- Prise de connaissance du sujet (par mail et/ou entretien oral)
- Courte préparation
- Temps et frais de déplacement inclus si la réunion a lieu en Ile-de-France et hors forfait si la réunion se tient hors Ile-de-France
- Réunion d'une durée d'une heure environ.

Si le temps de la réunion dépasse 1h30 minutes, le temps passé complémentaire sera facturé conformément au temps passé et aux prix du BPU (cf. prestations complémentaires) en fonction des profils présents à la réunion.

### 3.2.12 SESSION DE SENSIBILISATION DES COLLABORATEURS SUR DES QUESTIONS AYANT TRAIT A LA DEONTOLOGIE ET PROBITE (EXCLUSIVEMENT POUR LE LOT 3)

Le besoin de la SGP ou de ses filiales porte ici sur la dispense à un groupe de collaborateurs occupant, au regard de la cartographie interne des postes à risques, des fonctions exposées à des enjeux de déontologie et de probité. Ces derniers relèveront majoritairement de profils non-juristes. Il s'agira de dispenser une session de formation renforcée ayant trait à la déontologie et à la probité. Il est attendu du titulaire les prestations suivantes :

- Préalablement à la première occurrence : prise de connaissance du dispositif SGP en matière de déontologie et probité et du support pédagogique type (fourni par la SGP) ;
- Pour chaque occurrence :
- Mise à jour en tant que de besoin du support pédagogique ;
- En présentiel, animation ou, sur décision de la SGP préalablement notifiée, coanimation avec un collaborateur SGP, d'une session de formation d'une durée de deux à trois heures au plus à l'attention d'un groupe de collaborateurs de la SGP de profil majoritairement non-juriste d'une trentaine de personnes au plus ;
- Temps et frais de déplacement inclus si la réunion a lieu en Ile-de-France ;
- Sur le plan pédagogique, le prestataire s'attachera en particulier à :
  - adapter son intervention au public visé, notamment en favorisant la mise en situation, les illustrations à partir de situations concrètes,
  - permettre des échanges d'expérience et de vue entre participants.

## 3.3 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES SUR DEVIS

En tant que de besoin, la SGP ou ses filiales peuvent solliciter le titulaire pour des prestations complémentaires spécifiques en lien avec l'objet du marché.

Ces prestations complémentaires correspondent à des prestations de natures différentes ou nécessitant des diligences complémentaires de celles décrites précédemment et de leurs livrables associés.

Ces prestations complémentaires sont déclenchées par bon de commande. Chaque bon de commande précise les objectifs, le contenu de la prestation, les moyens déployés et les délais de réalisation.

Ces prestations complémentaires peuvent être engagées selon les taux horaires mentionnés au Bordereau des prix unitaires, sur devis préalable accepté par la SGP ou ses filiales.

Pour les prestations complémentaires au taux horaire, ceux-ci sont appliqués en fonction du ou des profils nécessaires à la réalisation de la prestation complémentaire. La notion de profil collaborateur sénior s'entend d'un avocat pouvant se prévaloir d'un minimum de 5 années d'inscription à l'ordre des avocats.

Pour les prestations complémentaires dépassant un nombre de 8 heures au taux horaire, le devis devra être établi sur la base du forfait jour correspondant.

Pour les prestations complémentaires dépassant un nombre de 32 heures au taux horaire ou 4 jours au forfait jour, le devis devra être établi sur la base du forfait semaine correspondant.

Le titulaire devra produire le devis dans un délai de trois jours ouvrés à compter de la saisine.

Ainsi, après transmission du chiffrage des prestations concernées par le titulaire, celles-ci peuvent être commandées, dès lors que la SGP ou ses filiales ont accepté et validé la proposition du titulaire.

Les délais de réalisation seront arrêtés lors de l'établissement du bon de commande en fonction du caractère urgent ou normal de la demande.

## 4 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 4.1 ORGANISATION GENERALE ET PILOTAGE DES PRESTATIONS

#### 4.1.1 ORGANISATION

Les marchés (lots) sont pilotés par la Direction Juridique de la SGP. Cette mission est conduite notamment par la directrice juridique, par les responsables des différentes unités composant la Direction juridique ou les responsables des filiales de la SGP.

#### 4.1.2 ORGANISATION ATTENDUE DU TITULAIRE

Le titulaire affecte aux missions un personnel qui devra réunir les compétences adéquates pour exécuter les prestations objets du présent marché et garantir leur qualité.

La qualité des prestations du titulaire et la satisfaction du maître d'ouvrage seront appréciées, au regard des éléments suivants :

- la clarté, la lisibilité des livrables produits ;
- le respect des délais ;
- le respect des normes en vigueur ;
- le niveau d'expertise apporté par le titulaire.

Le titulaire fournira notamment :

- le nom du Responsable de la mission qui assure, en particulier, le suivi de l'exécution du contrat et qui sera le garant du bon déroulement de la mission dans son ensemble ;
- le nom des membres de l'équipe affectés à la mission ;
- les modalités de contrôle des livrables au sens de la qualité mise en place par le titulaire.

Le Titulaire affecte à la mission un Responsable de la mission qui sera l'interlocuteur unique de la SGP ou de ses filiales. Le Responsable de la mission mobilise au moment opportun les ressources nécessaires en qualité et en quantité afin de pouvoir réaliser toutes les prestations prévues au titre de la mission et garantir leur qualité ainsi que le respect des délais.

Le Responsable de la mission est le garant du bon déroulement de la mission dans son ensemble. Son expertise dans le domaine concerné par la prestation, sa force de proposition et son niveau de responsabilité doivent lui permettre de prendre toutes les décisions nécessaires pour le bon déroulement du planning ou l'engagement de ressources adéquates.

À ce titre, il a pour responsabilité :

- le pilotage opérationnel de la mission ;
- la définition des charges, du planning et de l'organisation selon les différents dossiers confiés ;
- le contrôle de l'état d'avancement de chaque phase ;
- de proposer ou de prendre les mesures nécessaires pour que l'avancement et la charge soient cohérents avec les délais fixés ;
- de veiller au bon déroulement de la mission ;
- le suivi des analyses qui lui sont demandées ;
- d'alerter la Directrice juridique le plus en amont possible en cas de problème.

## 4.2 DELAIS D'EXECUTION

Il est demandé au titulaire d'être en capacité de réagir rapidement, à la fois dans la saisine de la prestation demandée mais également dans la remise des pièces demandées.

Les délais maximums de réalisation des prestations, dans le cadre d'un examen normal, en nombre de jours ouvrés, sont énumérés à l'article 3 du présent CCTP, et rappelés dans le tableau en fin du présent article.

La SGP pourra, si les circonstances le justifient, réclamer un délai d'examen en urgence. Dans ce contexte, les délais de retour des livrables seront réduits et sont précisés dans le tableau ci-dessous :

Articles du CCTP	Livrables attendus	Délai maximum normal	Délai maximum d'urgence
<b>3.2.1</b>	Livrable synthétique	2 jours + 24 heures*	Sans objet
<b>3.2.2</b>	Livrable détaillé	15 jours + 5 jours	5 jours + 2 jours
<b>3.2.3</b>	Etude approfondie	1 mois	Sans objet
<b>3.2.4</b>	Rapport d'audit	15 jours + 5 jours	Sans objet

\*Le délai sera à préciser dans le bon de commande.

A titre exceptionnel et sur accord express de la SGP ou de ses filiales, au regard de la complexité d'un dossier rencontré dans le cadre de son traitement, un délai supplémentaire pourra être accordé au titulaire.

## 4.3 RECOURS AU LEGAL DESIGN ET AU LANGAGE JURIDIQUE CLAIR

La direction juridique de la SGP pratique le Legal Design et souhaite que le titulaire en fasse autant. En ceci, il est entendu une approche des livrables favorisant la clarté et la simplicité dans la communication juridique. Il est attendu que le titulaire s'assure de sa bonne compréhension de la commande qui lui est passée et le besoin exprimé afin de fournir la prestation de conseil la plus adaptée au(x) destinataires(s) final(aux).

Le titulaire veillera à adopter une approche par les risques afin de proposer une solution à privilégier en conclusion.

Il est demandé au titulaire d'utiliser un langage juridique clair s'inspirant de la norme ISO 24495-1 langage clair et pour se faire de :

- rédiger des phrases et des paragraphes courts,
- privilégier la voie active,
- placer si possible l'information la plus importante en début de phrase ou de paragraphe,
- adopter un style direct et concret,
- privilégier les phrases affirmatives.

## 4.4 RECOURS A L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le recours aux systèmes d'intelligence artificielle est parfaitement autorisé tant qu'il respecte le cadre réglementaire et légal en matière de protection des données personnelles, la confidentialité des données d'entrée fournies par la SGP, ainsi que les dispositions du règlement (UE) 2024/1689 du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle (ci-après « AI Act »). Le titulaire s'engage particulièrement au strict respect de l'article 5 de l'AI Act sur les pratiques interdites en matière d'IA.

Le titulaire engage sa responsabilité professionnelle sur toute production, tant sur le fond que par rapport aux références qui sont fournies dans le livrable, il sera particulièrement vigilant au respect des droits de propriété intellectuelle notamment lorsque ces productions sont réalisées à l'aide de systèmes d'intelligence artificielle.

A titre expérimental, il est demandé au titulaire de préciser dans chaque facture l'usage ou non de l'intelligence artificielle. Si tel a été le cas, le titulaire précisera le type d'IA utilisée et l'objet de son utilisation.